

Le MOC demande l'arrêt immédiat des rafles de migrants

Ce dimanche 15 octobre, une nouvelle intervention policière a eu lieu aux alentours du parc Maximilien, à Bruxelles. Les forces de l'ordre y ont arrêté de nombreux migrants présents au moment même où ceux-ci attendaient, aux côtés de bénévoles, la venue de tous ces citoyens qui se proposent, depuis quelques semaines, de les héberger à domicile.

N'ayons pas peur des mots : il s'agit d'une véritable rafle, qu'il s'agit de condamner avec la plus vive fermeté. Ce n'est malheureusement pas la première. Cette fois, elle s'est donc déroulée sous le regard atterré de citoyens qui posent un acte solidaire pour pallier à la défaillance de la politique d'accueil de notre pays. En tentant de casser cet élan de solidarité, une couche d'ignominie supplémentaire s'ajoute à la politique soi-disant « humaine mais ferme » du gouvernement fédéral qui frappe de plein fouet les personnes migrantes présentes sur notre territoire.

Le MOC tient en outre à rappeler qu'en enfermant les personnes migrantes (dont de nombreux ressortissants soudanais) dans le but de les expulser, l'État belge se met en marge du droit. Ces derniers jours, plusieurs tribunaux belges, francophones comme néerlandophones, ont en effet ordonné la libération ou suspendu l'expulsion de Soudanais. Ces tribunaux ont jugé que l'État belge ne pouvait pas expulser de migrants vers le Soudan sans s'assurer qu'ils ne risquaient pas d'y être soumis à un risque de torture ou de traitements inhumains contraires à l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'Homme. Le MOC demande donc l'arrêt immédiat des rafles de migrants.

À défaut de la politique d'accueil humaine et solidaire que nous revendiquons depuis bien trop longtemps, le MOC exige, a minima, que le secrétaire d'État à l'Asile et la Migration Théo Francken respecte le droit. Il s'agit aussi de pointer du doigt la responsabilité de la Région de Bruxelles-Capitale dans ses attermoissements quant à l'ouverture d'un centre d'accueil pour migrants.

Enfin, le MOC interpelle le bourgmestre de la Ville de Bruxelles, notamment en sa qualité de chef de la police : comment est-il possible d'envisager l'action policière avec si peu d'humanité ? Comment oser s'aligner sur la politique inhumaine du gouvernement fédéral ? Comment assumer de vouloir rompre le lien de solidarité que tente de créer des citoyens et des bénévoles envers des personnes migrantes dans le besoin ?

Christian KUNSCH,
Président du MOC

